

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[C – 2024/001261]

Extrait de l'arrêt n° 14/2024 du 25 janvier 2024

Numéro du rôle : 7977

En cause : le recours en annulation des articles 2 à 5 du décret de la Région wallonne du 22 septembre 2022 « suspendant les coupures et insérant un article 66/1 dans le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et un article 2bis dans le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz », introduit par l'ASBL « Fédération Belge des Entreprises Électriques et Gazières ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents P. Nihoul et L. Lavrysen, et des juges T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia, W. Verrijdt, K. Jadin et M. Plovie, assistée du greffier N. Dupont, présidée par le président P. Nihoul,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 13 avril 2023 et parvenue au greffe le 14 avril 2023, l'ASBL « Fédération Belge des Entreprises Électriques et Gazières », assistée et représentée par Me D. Verhoeven, Me F. Tulkens et Me L. Malluquin, avocats au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles 2 à 5 du décret de la Région wallonne du 22 septembre 2022 « suspendant les coupures et insérant un article 66/1 dans le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et un article 2bis dans le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz » (publié au *Moniteur belge* du 13 octobre 2022).

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées et à leur contexte

B.1. La partie requérante demande l'annulation des articles 2 à 5 du décret de la Région wallonne du 22 septembre 2022 « suspendant les coupures et insérant un article 66/1 dans le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et un article 2bis dans le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz » (ci-après : le décret du 22 septembre 2022).

B.2.1. L'article 2 du décret du 22 septembre 2022 insère, dans le décret de la Région wallonne du 12 avril 2001 « relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité » (ci-après : le décret « Électricité »), un article 66/1, qui crée une nouvelle catégorie de clients protégés appelée « clients protégés conjoncturels ».

B.2.2. L'article 4 du décret du 22 septembre 2022 insère, dans le décret de la Région wallonne du 19 décembre 2002 « relatif à l'organisation du marché régional du gaz » (ci-après : le décret « Gaz »), un article 2bis, qui, pour l'application de ce décret, définit le « client protégé » en référence, notamment, à l'article 66/1 du décret « Électricité ».

B.3. Le régime des clients protégés trouve son origine dans la législation de l'autorité fédérale, notamment dans la loi du 29 avril 1999 « relative à l'organisation du marché de l'électricité » (ci-après : la loi « Électricité ») et dans la loi du 12 avril 1965 « relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations » (ci-après : la loi « Gaz »).

Ces lois prévoient que les « clients protégés résidentiels » bénéficient des « prix maximaux » pour la fourniture d'électricité (article 20, § 2, de la loi « Électricité ») et de gaz (article 15/10, § 2, de la loi « Gaz »). Ces prix sont également appelés le « tarif social ».

Le « client protégé résidentiel » est défini par les deux lois précitées comme étant :

« tout client résidentiel qui peut prouver que lui-même ou que toute personne vivant sous le même toit bénéficie d'une décision d'octroi :

1° par un CPAS, :

a) du revenu d'intégration accordé en vertu de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale;

b) d'une aide sociale financière dispensée et prise en charge totalement ou partiellement par l'État conformément à l'article 5 de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale;

c) d'une allocation d'attente soit du revenu garanti aux personnes âgées, soit de la garantie de revenus aux personnes âgées, soit d'une allocation pour personnes avec un handicap;

2° par le SPF Sécurité Sociale Direction Générale Personnes Handicapées,

a) de l'allocation de remplacement de revenus prévue à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

b) de l'allocation d'intégration visée à l'article 2, § 2, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

c) d'une allocation telle que visée dans la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

d) d'une allocation complémentaire telle que visée dans la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

e) de l'allocation d'aide aux personnes âgées visée à l'article 2, § 3, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

f) au moins 4 points dans le pilier P1 visé à l'article 6, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 28 mars 2003 portant exécution des articles 47, 56septies et 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'article 88 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002;

3° par une institution d'une région ou d'une communauté, d'une allocation d'aide aux personnes âgées que le Roi assimile à une allocation visée à l'article 2°, e);

4° une décision prise sur base d'un décret ou une ordonnance octroyant un certain nombre de points ou un score à un enfant, assimilée par le Roi à une décision visée au 2°, f);

5° par le Service Fédéral des Pensions,

a) du revenu garanti aux personnes âgées, en vertu de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées;

b) de la garantie de revenus aux personnes âgées en vertu de la loi du 22 mars 2001, instituant la garantie de revenus aux personnes âgées;

c) d'une allocation pour l'aide d'une tierce personne, telle que visée dans la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

d) d'une allocation de complément du revenu garanti aux personnes âgées, telle que visée dans la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

6° pour lui-même, de l'intervention majorée de l'assurance au sens de l'article 37, § 19, des lois coordonnées du 14 juillet 1994 ' relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ' (article 15/10, § 2/2, de la loi ' Gaz ' ; article 20, § 2/1, de la loi ' Électricité ') ».

B.4. Les « clients protégés résidentiels » bénéficient du statut de « client protégé » au sens du décret « Électricité » (article 33).

L'article 33bis, alinéa 2, du décret « Électricité » prévoit que le gestionnaire de réseau de distribution est habilité à fournir l'électricité aux clients protégés résidentiels au tarif social, lorsque ceux-ci le demandent.

Des règles similaires sont prévues aux articles 31bis et 31ter du décret « Gaz ».

B.5.1. Le Gouvernement wallon peut étendre la liste des clients protégés à d'autres clients finals que ceux qui sont visés par les deux décrets précités (article 33, § 2, du décret « Électricité » et article 31bis, § 2, du décret « Gaz »).

B.5.2. Sur la base de cette habilitation, le Gouvernement wallon a pris plusieurs arrêtés afin de créer une nouvelle catégorie de clients protégés, à savoir les « clients protégés conjoncturels » (arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2020 « établissant une catégorie de client protégé conjoncturel en électricité et en gaz dans le cadre de la crise COVID-19 »; arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 « modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2020 établissant une catégorie de client protégé conjoncturel en électricité et en gaz dans le cadre de la crise COVID-19 »; arrêté du Gouvernement wallon du 3 février 2022 « modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2020 établissant une catégorie de client protégé conjoncturel en électricité et en gaz dans le cadre de la crise COVID-19 »).

Ces clients bénéficient de la fourniture d'électricité et de la fourniture de gaz aux prix maximaux, lesquels sont déterminés par l'autorité fédérale. Il est également prévu que la fourniture d'énergie est assurée par le gestionnaire de réseau de distribution.

B.5.3. Ces arrêtés font l'objet de recours pendants devant le Conseil d'État.

B.6. Les dispositions attaquées ont notamment pour objectif d'apporter une validation législative au régime mis en place par ces arrêtés (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2022-2023, n° 1029/1, p. 3).

B.7.1. L'article 66/1, §§ 1^{er} et 2, du décret « Électricité », tel qu'il a été inséré par l'article 2 du décret du 22 septembre 2022, intègre la catégorie des « clients protégés conjoncturels » dans la législation wallonne.

Il dispose :

« § 1^{er}. Il est créé une catégorie de client protégé appelée client protégé conjoncturel octroyée :

1° du 20 septembre 2020 au 31 août 2023, aux clients résidentiels, ou toute personne vivant sous le même toit, bénéficiant d'une attestation du C.P.A.S. ou d'un service social reconnaissant une difficulté pour faire face à ses factures d'énergie, conformément à l'annexe 1;

2° aux clients résidentiels, à l'exclusion des clients visés à l'article 33, § 1^{er}, en situation de défaut de paiement dans les cas suivants :

a) du 20 septembre 2020 au 31 août 2022, un client, ou toute personne vivant sous le même toit, dont le revenu professionnel est impacté par la crise de la COVID-19 au sens du paragraphe 2, 1°;

b) du 20 septembre 2020 au 31 août 2023, un client, ou toute personne vivant sous le même toit, disposant d'une allocation en tant que chômeur complet indemnisé;

c) du 20 septembre 2020 au 31 août 2023, un client, ou toute personne vivant sous le même toit, bénéficiant d'une intervention majorée versée par leur mutuelle en vertu de l'article 37 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

d) du 1^{er} janvier 2022 au 31 août 2023, un client disposant d'une attestation de sinistre de l'assurance du client faisant suite aux inondations du mois de juillet 2021 ou un accusé de réception d'une demande d'aide du Fonds des calamités par suite des inondations de juillet 2021;

e) du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023 un client, ou toute personne vivant sous le même toit, dont le revenu professionnel est impacté significativement par la crise des prix de l'énergie.

§ 2. 1° le client dont le revenu professionnel est impacté par la crise de la COVID-19 au paragraphe 1^{er}, 2°, a), est :

a) une personne ayant bénéficié d'allocations de chômage temporaire pour force majeure en raison de la COVID-19 ou pour raisons économiques conformément à l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et à l'arrêté royal du 30 mars 2020 visant à adapter les procédures dans le cadre du chômage temporaire dû au virus de la COVID-19 et à modifier l'article 10 de l'arrêté royal du 6 mai 2019 modifiant les articles 27, 51, 52bis, 58, 58/3 et 63 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et insérant les articles 36sexies, 63bis et 124bis dans le même arrêté lorsque ces allocations portent sur au moins quatorze jours de chômage temporaire;

b) un travailleur indépendant, un aidant ou un conjoint aidant, au sens des articles 3, 5quater, 6 et 7bis de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants qui a bénéficié en 2020, 2021 et 2022 d'une prestation financière à la suite d'une interruption forcée, totale ou partielle, de son activité indépendante qui s'est produite à la suite de la COVID-19, en vertu de la loi du 23 mars 2020 modifiant la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants et introduisant les mesures temporaires dans le cadre du COVID-19 en faveur des travailleurs indépendants;

2° le client dont le revenu professionnel est impacté significativement par la crise des prix de l'énergie visé au paragraphe 1^{er}, 2°, e), est :

a) une personne ayant bénéficié d'allocations de chômage temporaire pour force majeure en raison de la crise des prix de l'énergie au sens de la réglementation fédérale;

b) une personne ayant bénéficié du droit passerelle en raison de la crise des prix de l'énergie au sens de la réglementation fédérale ».

B.7.2. L'article 66/1, §§ 3 à 8, du décret « Électricité » et l'annexe 1^{re} du même décret, insérée par l'article 3 du décret du 22 septembre 2022, règlent les aspects procéduraux de la fourniture d'électricité aux clients protégés. Il en ressort notamment que l'électricité est fournie par le gestionnaire de réseau de distribution et que le contrat qui lie le fournisseur et le client est suspendu.

Comme il est dit en B.2.2, pour la période du 20 septembre 2020 au 1^{er} septembre 2024, le client protégé au sens du décret « Gaz » est défini par référence, notamment, à l'article 66/1 du décret « Électricité » (article 4 du décret du 22 septembre 2022), de sorte que la même procédure est applicable dans le cadre des deux législations.

B.8. L'article 66/1 du décret « Électricité » et l'article 2bis du décret « Gaz » cessent d'être en vigueur le 1^{er} septembre 2024 (article 5 du décret du 22 septembre 2022).

Quant au fond

B.9. Le premier moyen est pris de la violation de l'article 143 de la Constitution et de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, alinéa 4, 2^o, alinéa 5, 3^o à 5^o, et VII, alinéa 2, d), § 3, 2^o, de l'article 10 et de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (ci-après : la loi spéciale du 8 août 1980).

Dans une première branche, la partie requérante soutient que les dispositions attaquées modifient le prix pour la fourniture d'énergie applicable aux clients protégés et dérogent au régime des prix maximaux, prévu par la législation fédérale, pour la fourniture d'électricité et de gaz à des clients protégés résidentiels. Il s'ensuit que ces dispositions empièteraient sur les compétences de l'autorité fédérale en matière de prix, de tarifs de l'énergie – en ce compris la politique sociale des prix de l'énergie –, de protection du consommateur, de droit de la concurrence, de droit des pratiques du commerce et de droit commercial.

De surcroît, les dispositions attaquées violeraient l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, dès lors qu'elles ne seraient pas conformes à la libre circulation des services ni au cadre normatif général de l'union économique et monétaire.

Dans une seconde branche, la partie requérante allègue que la Région wallonne ne peut se prévaloir des pouvoirs implicites.

B.10.1. L'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« L'autorité fédérale est [...] seule compétente pour

[...]

3^o la politique des prix et des revenus, à l'exception de la réglementation des prix dans les matières qui relèvent de la compétence des régions et des communautés, sous réserve de l'article 6, § 1^{er}, VII, alinéa 2, d) ».

B.10.2. L'article 6, § 1^{er}, VII, alinéa 2, d), de la loi spéciale du 8 août 1980 prévoit que l'autorité fédérale est compétente pour les tarifs, en ce compris la politique des prix, sans préjudice de la compétence régionale en matière de tarifs de distribution d'énergie.

B.10.3. La formulation actuelle de cette disposition résulte de l'article 18 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'État. Les travaux préparatoires mentionnent :

« En vertu du nouvel article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la politique des prix en matière de fourniture d'électricité et de gaz, en ce compris la politique sociale des prix, continuera à relever de la compétence exclusive de l'autorité fédérale. Ceci ne porte préjudice ni aux compétences des régions d'imposer des obligations de service public liées à leurs compétences, ni à leur compétence en matière de tarifs de distribution » (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n^o 5-2232, p. 103).

B.11. La compétence de l'autorité fédérale relative à la politique sociale des prix ne porte pas seulement sur le montant des prix. Elle inclut la compétence de déterminer les bénéficiaires des prix concernés. En effet, sans une identification des bénéficiaires, il est impossible de mener une politique sociale des prix.

Cette compétence relève exclusivement de l'autorité fédérale. Contrairement à ce qu'allègue le Gouvernement wallon, la loi spéciale du 8 août 1980 ne permet pas aux régions d'adopter une politique sociale des prix adaptée aux circonstances régionales, sous réserve du recours aux pouvoirs implicites.

B.12. Bien que les dispositions attaquées ne déterminent pas, en soi, les prix maximaux de l'énergie pour les clients protégés, elles élargissent considérablement les catégories de bénéficiaires de ces prix. Elles ont donc pour objet de modifier le prix payé par leurs destinataires. Ce faisant, la Région wallonne empiète sur la politique sociale des prix de l'énergie, laquelle ressortit aux compétences de l'autorité fédérale.

B.13.1. La Cour doit toutefois encore examiner si la Région wallonne peut se prévaloir des pouvoirs implicites.

Aux termes de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, les décrets peuvent porter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles les législateurs décrets ne sont pas compétents, pour autant que ces dispositions soient nécessaires à l'exercice de leur compétence. Il est requis, à cette fin, que la réglementation adoptée puisse être considérée comme étant nécessaire à l'exercice des compétences du législateur décrets, que cette matière se prête à un règlement différencié et que l'incidence des dispositions en cause sur la matière en l'espèce fédérale ne soit que marginale.

B.13.2. L'article 6, § 1^{er}, VII, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 réserve à l'autorité fédérale les matières relatives à la politique de l'énergie « dont l'indivisibilité technique et économique requiert une mise en œuvre homogène sur le plan national », et notamment « les tarifs, en ce compris la politique des prix ». Cette disposition contribue à garantir l'union économique et monétaire.

B.14. L'article 66/1, § 1^{er}, 2^o, du décret « Électricité » étend fortement le champ d'application *ratione personae* du régime des prix maximaux pour la fourniture d'énergie, fût-ce pour une durée limitée.

En effet, cette disposition vise les clients dont le revenu professionnel a été impacté par la pandémie de COVID-19 ou par la crise des prix de l'énergie, les clients qui ont le statut de chômeurs complets indemnisés, les clients bénéficiant d'une intervention majorée versée par leur mutuelle et qui ne disposent pas du statut de client protégé résidentiel, les victimes des inondations du mois de juillet 2021 et les personnes vivant sous le même toit que ces catégories de clients.

B.15. Par conséquent, les dispositions attaquées remettent fondamentalement en cause les arbitrages économiques qui ont été réalisés par l'autorité fédérale, et en particulier l'équilibre entre l'intérêt des fournisseurs d'énergie et celui des clients.

B.16. Il s'ensuit que la matière concernée ne se prête pas à un règlement différencié.

Le premier moyen est fondé.

B.17. Dès lors que les autres moyens ne peuvent donner lieu à une annulation plus étendue, ils ne doivent pas être examinés.

Quant au maintien des effets

B.18. En soutenant que l'annulation aurait des conséquences catastrophiques pour les clients protégés conjoncturels qui seraient tenus de rembourser à la Région wallonne la différence entre le tarif social et le tarif commercial, le Gouvernement wallon n'établit pas la nécessité de maintenir les effets des dispositions annulées, puisque l'action inconstitutionnelle de la Région est la cause de l'annulation et que la Région peut, partant, être amenée à en supporter les conséquences, notamment vis-à-vis des clients protégés qui ont bénéficié de ces dispositions.

Pour le reste, le Gouvernement wallon n'établit pas en quoi l'annulation des dispositions attaquées engendrerait des difficultés administratives insurmontables à charge des fournisseurs.

Par ces motifs,

la Cour

annule les articles 2 à 5 du décret de la Région wallonne du 22 septembre 2022 « suspendant les coupures et insérant un article 66/1 dans le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et un article 2bis dans le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz ».

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 25 janvier 2024.

Le greffier,

N. Dupont

le président,

P. Nihoul

GRONDWETTELIJK HOF

[C – 2024/001261]

Uittreksel uit arrest nr. 14/2024 van 25 januari 2024

Rolnummer 7977

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 2 tot 5 van het decreet van het Waalse Gewest van 22 september 2022 « tot opschorting van de afsluitingen en tot invoeging van een artikel 66/1 in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en een artikel 2bis in het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt », ingesteld door de vzw « Federatie van de Belgische Elektriciteits- en Gasbedrijven ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters P. Nihoul en L. Lavrysen, en de rechters T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia, W. Verrijdt, K. Jadin en M. Plovie, bijgestaan door de griffier N. Dupont, onder voorzitterschap van voorzitter P. Nihoul,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 13 april 2023 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 14 april 2023, heeft de vzw « Federatie van de Belgische Elektriciteits- en Gasbedrijven », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. D. Verhoeven, Mr. F. Tulkens en Mr. L. Malluquin, advocaten bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2 tot 5 van het decreet van het Waalse Gewest van 22 september 2022 « tot opschorting van de afsluitingen en tot invoeging van een artikel 66/1 in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en een artikel 2bis in het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13 oktober 2022).

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de context ervan

B.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van de artikelen 2 tot 5 van het decreet van het Waalse Gewest van 22 september 2022 « tot opschorting van de afsluitingen en tot invoeging van een artikel 66/1 in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en een artikel 2bis in het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt » (hierna : het decreet van 22 september 2022).

B.2.1. Artikel 2 van het decreet van 22 september 2022 voegt in het decreet van het Waalse Gewest van 12 april 2001 « betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt » (hierna : het Elektriciteitsdecreet) een artikel 66/1 in dat een nieuwe categorie van beschermde afnemers invoert, de « conjunctureel beschermde afnemers » genoemd.

B.2.2. Artikel 4 van het decreet van 22 september 2022 voegt in het decreet van het Waalse Gewest van 19 december 2002 « betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt » (hierna : het Gasdecreet) een artikel 2bis in dat, voor de toepassing van dat decreet, de « beschermde afnemer » definieert met verwijzing naar onder meer artikel 66/1 van het Elektriciteitsdecreet.

B.3. Het stelsel van de beschermde afnemers vindt zijn oorsprong in de wetgeving van de federale overheid, met name in de wet van 29 april 1999 « betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt » (hierna : de Elektriciteitswet) en in de wet van 12 april 1965 « betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen » (hierna : de Gaswet).

Die wetten bepalen dat de « beschermde residentiële afnemers » « maximumprijzen » genieten voor de levering van elektriciteit (artikel 20, § 2, van de Elektriciteitswet) en van gas (artikel 15/10, § 2, van de Gaswet). Die prijzen worden ook het « het sociaal tarief » genoemd.

Beide voormelde wetten beschouwen de « beschermde residentiële afnemer » als :

« elke huishoudelijke afnemer die kan bewijzen dat hijzelf of iedere persoon die onder hetzelfde dak leeft een beslissing geniet tot toekenning van :

1° door een OCMW, :

a) het leefloon toegekend in toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;

b) een financiële maatschappelijke dienstverlening, die geheel of gedeeltelijk door de Federale Staat ten laste wordt genomen op grond van artikel 5 van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

- c) een wachttuitkering op het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, de inkomensgarantie voor ouderen of de uitkering voor personen met een handicap;
- 2° door de FOD Sociale Zekerheid Directie Generaal Personen met een Handicap,
- a) de inkomensvervangende tegemoetkoming bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;
- b) de integratietegemoetkoming bedoeld in artikel 2, § 2, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;
- c) een tegemoetkoming bedoeld in de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan mindervaliden;
- d) een aanvullende tegemoetkoming, bedoeld in de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan mindervaliden;
- e) de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;
- f) ten minste 4 punten in pijler 1 bedoeld in artikel 6, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 28 maart 2003 tot uitvoering van de artikelen 47, 56septies en 63 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en van artikel 88 van de programmawet (I) van 24 december 2002;
- 3° door een instelling van een gewest of een gemeenschap, een tegemoetkoming voor de hulp aan bejaarden die de Koning gelijkstelt met de in 2°, e), bedoelde tegemoetkoming;
- 4° op basis van een decreet of ordonnantie genomen beslissing tot toekenning van een aantal punten of een score aan een kind die de Koning gelijkstelt met een in 2°, f), bedoelde beslissing;
- 5° door de Federale Pensioendienst,
- a) het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, bedoeld in de wet van 1 april 1969 tot instelling van het ingesteld gewaarborgd inkomen voor bejaarden;
- b) de inkomensgarantie voor ouderen, bedoeld in de wet van 22 maart 2001, tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen;
- c) een tegemoetkoming voor hulp van derden bedoeld in de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan mindervaliden;
- d) een tegemoetkoming ter aanvulling van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, bedoeld in de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan mindervaliden;
- 6° voor zichzelf de verhoogde verzekeringstegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 19, van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen » (artikel 15/10, § 2/2, van de Gaswet; artikel 20, § 2/1, van de Elektriciteitswet).
- B.4. De « beschermde residentiële afnemers » genieten het statuut van « beschermde afnemer » in de zin van het Elektriciteitsdecreet (artikel 33).
- Artikel 33bis, tweede lid, van het Elektriciteitsdecreet bepaalt dat de distributienetbeheerder ertoe gemachtigd is elektriciteit tegen het sociaal tarief te leveren aan de beschermde residentiële afnemers als zij daarom vragen.
- De artikelen 31bis en 31ter van het Gasdecreet voorzien in vergelijkbare regels.
- B.5.1. De Waalse Regering kan de lijst van de beschermde afnemers uitbreiden tot andere eindafnemers dan diegenen die worden beoogd in de twee voormelde decreten (artikel 33, § 2, van het Elektriciteitsdecreet en artikel 31bis, § 2, van het Gasdecreet).
- B.5.2. Op grond van die machtiging heeft de Waalse Regering verschillende besluiten genomen teneinde een nieuwe categorie van beschermde afnemers in te voeren, namelijk de « conjunctureel beschermde afnemers » (besluit van de Waalse Regering van 24 september 2020 « tot vaststelling van een categorie conjunctureel beschermde afnemers van elektriciteit en gas op korte termijn in het kader van de COVID-19-crisis »; besluit van de Waalse Regering van 1 april 2021 « tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2020 tot instelling van een categorie van conjunctureel beschermde afnemers van elektriciteit en gas op korte termijn in het kader van de COVID-19-crisis »; besluit van de Waalse Regering van 3 februari 2022 « tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2020 tot instelling van een categorie van conjunctureel beschermde afnemers van elektriciteit en gas op korte termijn in het kader van de COVID-19-crisis »).
- Die afnemers genieten de levering van elektriciteit en van gas tegen de maximumprijzen die door de federale overheid zijn vastgesteld. Er is eveneens in voorzien dat de energielevering wordt verzekerd door de distributienetbeheerder.
- B.5.3. Die besluiten maken het voorwerp uit van beroepen die hangende zijn voor de Raad van State.
- B.6. De bestreden bepalingen hebben met name tot doel een wetgevende validatie tot stand te brengen voor de door die besluiten ingevoerde regeling (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2022-2023, nr. 1029/1, p. 3).
- B.7.1. Artikel 66/1, §§ 1 en 2, van het Elektriciteitsdecreet, zoals ingevoegd bij artikel 2 van het decreet van 22 september 2022, neemt de categorie van « conjunctureel beschermde afnemers » op in de Waalse wetgeving.
- Het bepaalt :
- « § 1. Er wordt een categorie beschermde afnemers opgericht, die ' conjunctureel beschermde afnemers ' wordt genoemd en die toegekend wordt :
- 1° van 20 september 2020 tot en met 31 augustus 2023, aan de residentiële afnemers, of elke persoon die onder hetzelfde dak woont, die genieten van een attest van het OCMW of van een sociale dienst dat erkent dat het moeilijk is om aan zijn energiefactuur te voldoen overeenkomstig bijlage 1;
- 2° aan de residentiële afnemers, met uitzondering van de afnemers bedoeld in artikel 33, § 1, in gebreke van betaling in de volgende gevallen :
- a) van 20 september 2020 tot en met 31 augustus 2022, een afnemer, of een persoon die onder hetzelfde dak woont, wiens beroepsinkomen wordt beïnvloed door de COVID 19-crisis in de zin van paragraaf 2, 1°;
- b) van 20 september 2020 tot en met 31 augustus 2023, een afnemer, of een persoon die onder hetzelfde dak woont, die als volledig vergoede werkloze een uitkering heeft;
- c) van 20 september 2020 tot en met 31 augustus 2023, een afnemer, of een persoon die onder hetzelfde dak woont, die geniet van een verhoogde tegemoetkoming van zijn ziekenfonds krachtens artikel 37 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;
- d) van 1 januari 2022 tot en met 31 augustus 2023, een afnemer met een schadeattest van de verzekeringsmaatschappij van de afnemer als gevolg van de overstromingen van juli 2021 of een ontvangstbevestiging van een aanvraag om bijstand van het Rampenfonds als gevolg van de overstromingen van juli 2021;
- e) van 1 september 2022 tot en met 31 augustus 2023, een afnemer, of een persoon die onder hetzelfde dak woont, wiens beroepsinkomen aanzienlijk wordt beïnvloed door de energieprijscrisis.

§ 2. 1° de in paragraaf 1, 2°, a), bedoelde afnemer wiens beroepsinkomsten worden beïnvloed door de COVID-19 crisis, is :

a) een persoon die een tijdelijke werkloosheidsuitkering heeft ontvangen wegens overmacht als gevolg van COVID-19 of om economische redenen overeenkomstig het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en het koninklijk besluit van 30 maart 2020 tot aanpassing van de procedures in het kader van tijdelijke werkloosheid omwille van het COVID-19-virus en tot wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit van 6 mei 2019 tot wijziging van de artikelen 27, 51, 52bis, 58, 58/3 en 63 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en tot invoering van de artikelen 36sexies, 63bis en 124bis in hetzelfde besluit, wanneer deze uitkering ten minste 14 dagen tijdelijke werkloosheid dekt;

b) een zelfstandige, een helper of een meewerkende echtgeno(o)t(e) in de zin van de artikelen 3, 5quater, 6 en 7bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, die in 2020, 2021 en 2022 een financiële uitkering heeft ontvangen na een gedwongen onderbreking, geheel of gedeeltelijk, van zijn of haar zelfstandige activiteit als gevolg van COVID-19 krachtens de wet van 23 maart 2020 tot wijziging van de wet van 22 december 2016 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen en tot invoering van tijdelijke maatregelen in het kader van COVID-19 ten gunste van zelfstandigen;

2° de in paragraaf 1, 2°, e), bedoelde afnemer wiens beroepsinkomsten aanzienlijk worden beïnvloed door de energieprijscrisis, is :

a) een persoon die een tijdelijke werkloosheidsuitkering heeft ontvangen wegens overmacht als gevolg van de energieprijscrisis in de zin van de federale reglementering;

b) een persoon die het overbruggingsrecht heeft ontvangen [...] als gevolg van de energieprijscrisis in de zin van de federale reglementering ».

B.7.2. Artikel 66/1, §§ 3 tot 8, van het Elektriciteitsdecreet en bijlage 1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 3 van het decreet van 22 september 2022, regelen de procedurele aspecten van de elektriciteitslevering aan de beschermde afnemers. Hieruit vloeit met name voort dat elektriciteit wordt geleverd door de distributienetbeheerder en dat de overeenkomst die de leverancier en de afnemer met elkaar bindt, wordt opgeschort.

Zoals in B.2.2 is vermeld, wordt, voor de periode van 20 september 2020 tot 1 september 2024, de beschermde afnemer in de zin van het Gasdecreet gedefinieerd onder verwijzing naar onder meer artikel 66/1 van het Elektriciteitsdecreet (artikel 4 van het decreet van 22 september 2022), zodat dezelfde procedure van toepassing is in het kader van de twee wetgevingen.

B.8. Artikel 66/1 van het Elektriciteitsdecreet en artikel 2bis van het Gasdecreet treden buiten werking op 1 september 2024 (artikel 5 van het decreet van 22 september 2022).

Ten gronde

B.9. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van artikel 143 van de Grondwet en van artikel 6, § 1, VI, derde lid, vierde lid, 2°, vijfde lid, 3° tot 5°, en VII, tweede lid, d), § 3, 2°, van artikel 10 en van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (hierna : de bijzondere wet van 8 augustus 1980).

In een eerste onderdeel voert de verzoekende partij aan dat de bestreden bepalingen de prijs voor de energielevering wijzigen die van toepassing is op de beschermde afnemers, en afwijken van het in de federale wetgeving vastgelegde stelsel van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en gas aan de beschermde residentiële afnemers. Hieruit vloeit voort dat die bepalingen inbreuk zouden maken op de bevoegdheden van de federale overheid inzake energieprijzen en -tarieven – met inbegrip van het sociaal beleid inzake de energieprijzen -, de bescherming van de consument, het mededingingsrecht, het recht inzake de handelspraktijken en het handelsrecht.

Daarnaast zouden de bestreden bepalingen artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 schenden, daar zij niet in overeenstemming zouden zijn met het vrij verkeer van diensten, noch met het algemene normatieve kader van de economische en monetaire unie.

In een tweede onderdeel voert de verzoekende partij aan dat het Waalse Gewest zich niet kan beroepen op de impliciete bevoegdheden.

B.10.1. Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« [Alleen] de federale overheid [is] bevoegd voor

[...]

3° het prijs- en inkomensbeleid, met uitzondering van de regeling van de prijzen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gewesten en de gemeenschappen behoren, onder voorbehoud van hetgeen bepaald is in artikel 6, § 1, VII, tweede lid, d) ».

B.10.2. Artikel 6, § 1, VII, tweede lid, d), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt dat de federale overheid bevoegd is voor de tarieven, met inbegrip van het prijsbeleid, onverminderd de gewestelijke bevoegdheid inzake de energiedistributietarieven.

B.10.3. De huidige formulering van die bepaling vloeit voort uit artikel 18 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 betreffende de Zesde Staatshervorming. In de parlementaire voorbereiding wordt vermeld :

« Krachtens het nieuwe artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zal het prijsbeleid inzake de levering van elektriciteit en gas, met daarin begrepen het sociaal prijzenbeleid, tot de exclusieve bevoegdheid van de federale overheid blijven behoren. Dit doet geen afbreuk aan de bevoegdheden van de gewesten om openbare dienstverplichtingen op te leggen die verband houden met hun bevoegdheden, noch aan hun bevoegdheid inzake de distributietarieven » (*Parl. St.*, Senaat, 2012-2013, nr. 5-2232, p. 103).

B.11. De bevoegdheid van de federale overheid inzake het sociaal prijsbeleid heeft niet alleen betrekking op het bedrag van de prijzen. Het omvat de bevoegdheid om de begunstigden van de betrokken prijzen te bepalen. Zonder een identificatie van de begunstigden is het immers onmogelijk een sociaal prijsbeleid te voeren.

Die bevoegdheid ressorteert uitsluitend onder de federale overheid. In tegenstelling tot wat de Waalse Regering aanvoert, laat de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de gewesten niet toe een sociaal prijsbeleid aan te nemen dat is aangepast aan de gewestelijke omstandigheden, onder voorbehoud van het gebruik van de impliciete bevoegdheden.

B.12. Hoewel de bestreden bepalingen op zich niet de maximale energieprijzen voor de beschermde afnemers bepalen, breiden zij de categorieën van begunstigden van die prijzen aanzienlijk uit. Zij beogen dus de prijs te wijzigen die wordt betaald door de personen op wie deze van toepassing is. Hiermee maakt het Waalse Gewest inbreuk op het sociaal prijsbeleid inzake energie, dat ressorteert onder de bevoegdheden van de federale overheid.

B.13.1. Het Hof moet evenwel nog nagaan of het Waalse Gewest zich kan beroepen op de impliciete bevoegdheden.

Luidens artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kunnen de decreten rechtsbepalingen bevatten in aangelegenheden waarvoor de decreetgevers niet bevoegd zijn, voor zover die bepalingen noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun bevoegdheid. Daartoe is vereist dat de aangenomen regeling noodzakelijk kan worden geacht voor de uitoefening van de bevoegdheden van de decreetgever, dat die aangelegenheid zich tot een gedifferentieerde regeling leent en dat de weerslag van de in het geding zijnde bepalingen op de te dezen federale aangelegenheid slechts marginaal is.

B.13.2. Artikel 6, § 1, VII, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 behoudt aan de federale overheid de aangelegenheden voor betreffende het energiebeleid « die wegens hun technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeven », en met name « de tarieven, met inbegrip van het prijsbeleid ». Die bepaling draagt ertoe bij de economische monetaire unie te waarborgen.

B.14. Artikel 66/1, § 1, 2°, van het Elektriciteitsdecreet breidt het toepassingsgebied *ratione personae* van het stelsel van de maximumprijzen voor de energielevering aanzienlijk uit, zij het voor een beperkte duur.

Immers, die bepaling beoogt de afnemers wier beroepsinkomen is getroffen door de COVID-19-pandemie of door de crisis van de energieprijzen, de afnemers die het statuut hebben van uitkeringsgerechtigde volledig werklozen, de afnemers die een verhoogde tegemoetkoming van hun ziekenfonds genieten en die niet het statuut hebben van beschermde residentiële afnemer, de slachtoffers van de overstromingen van de maand juli 2021 en de personen die onder hetzelfde dak als die categorieën van afnemers leven.

B.15. De bestreden bepalingen brengen bijgevolg de economische afwegingen die de federale overheid heeft gemaakt, en inzonderheid het evenwicht tussen het belang van de energieleveranciers en het belang van de afnemers, fundamenteel in het geding.

B.16. Hieruit vloeit voort dat betrokken aangelegenheid zich niet leent tot een gedifferentieerde regeling.

Het eerste middel is gegrond.

B.17. Aangezien de andere middelen niet tot een ruimere vernietiging kunnen leiden, moeten zij niet worden onderzocht.

Ten aanzien van de handhaving van de gevolgen

B.18. Door aan te voeren dat de vernietiging rampzalige gevolgen zou hebben voor de conjunctureel beschermde afnemers die ertoe zouden zijn gehouden het verschil tussen het sociaal tarief en het commercieel tarief terug te betalen aan het Waalse Gewest, toont de Waalse Regering niet aan dat het noodzakelijk is om de gevolgen van de vernietigde bepalingen te handhaven, aangezien het ongrondwettige optreden van het Gewest de oorzaak van de vernietiging is en het Gewest bijgevolg ertoe kan worden gebracht de gevolgen ervan te dragen, met name ten aanzien van de beschermde afnemers die die bepalingen hebben genoten.

Voor het overige toont de Waalse Regering niet aan in welk opzicht de vernietiging van de bestreden bepalingen onoverkomelijke administratieve moeilijkheden ten laste van de leveranciers zou doen ontstaan.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt de artikelen 2 tot 5 van het decreet van het Waalse Gewest van 22 september 2022 « tot opschorting van de afsluitingen en tot invoeging van een artikel 66/1 in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en een artikel *2bis* in het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt ».

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 25 januari 2024.

De griffier,

N. Dupont

De voorzitter,

P. Nihoul

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[C – 2024/001261]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 14/2024 vom 25. Januar 2024

Geschäftsverzeichnisnummer 7977

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 bis 5 des Dekrets der Wallonischen Region vom 22. September 2022 « zur Aussetzung von Unterbrechungen und zur Einfügung eines Artikels 66/1 in das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und [eines Artikels *2bis* in das Dekret] vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts », erhoben von der VoG « Fédération Belge des Entreprises Électriques et Gazières ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, und den Richtern T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia, W. Verrijdt, K. Jadin und M. Plovie, unter Assistenz des Kanzlers N. Dupont, unter dem Vorsitz des Präsidenten P. Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 13. April 2023 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 14. April 2023 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG « Fédération Belge des Entreprises Électriques et Gazières », unterstützt und vertreten durch RA D. Verhoeven, RA F. Tulkens und RAin L. Malluquin, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 bis 5 des Dekrets der Wallonischen Region vom 22. September 2022 « zur Aussetzung von Unterbrechungen und zur Einfügung eines Artikels 66/1 in das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und [eines Artikels *2bis* in das Dekret] vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 13. Oktober 2022).

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und deren Kontext

B.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 2 bis 5 des Dekrets der Wallonischen Region vom 22. September 2022 « zur Aussetzung von Unterbrechungen und zur Einfügung eines Artikels 66/1 in das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und [eines Artikels 2bis in das Dekret] vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts » (nachstehend: Dekret vom 22. September 2022).

B.2.1. Artikel 2 des Dekrets vom 22. September 2022 fügt in das Dekret der Wallonischen Region vom 12. April 2001 « bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts » (nachstehend: Elektrizitätsdekret) einen Artikel 66/1 ein, mit dem eine neue Kategorie von geschützten Kunden, die « konjunkturbedingt geschützte Kunden » genannt werden, geschaffen wird.

B.2.2. Artikel 4 des Dekrets vom 22. September 2022 fügt in das Dekret der Wallonischen Region vom 19. Dezember 2002 « bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts » (nachstehend: Gasdekret) einen Artikel 2bis ein, in dem für die Anwendung dieses Dekrets der « geschützte Kunde » insbesondere unter Bezugnahme auf Artikel 66/1 des Elektrizitätsdekrets definiert wird.

B.3. Die Regelung der geschützten Kunden hat ihren Ursprung in der Gesetzgebung der Föderalbehörde, insbesondere im Gesetz vom 29. April 1999 « über die Organisation des Elektrizitätsmarktes » (nachstehend: Elektrizitätsgesetz) und im Gesetz vom 12. April 1965 « über den Transport gasförmiger und anderer Produkte durch Leitungen » (nachstehend: Gasgesetz).

Diese Gesetze sehen vor, dass « geschützte Haushaltskunden » Anspruch auf « Höchstpreise » für die Lieferung von Elektrizität (Artikel 20 § 2 des Elektrizitätsgesetzes) und von Gas (Artikel 15/10 § 2 des Gasgesetzes) haben. Diese Preise werden auch als « Sozialtarif » bezeichnet.

Der « geschützte Haushaltskunde » wird in den zwei vorerwähnten Gesetzen definiert als

« tout client résidentiel qui peut prouver que lui-même ou que toute personne vivant sous le même toit bénéficie d'une décision d'octroi :

1° par un CPAS,

a) du revenu d'intégration accordé en vertu de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale;

b) d'une aide sociale financière dispensée et prise en charge totalement ou partiellement par l'État conformément à l'article 5 de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale;

c) d'une allocation d'attente soit du revenu garanti aux personnes âgées, soit de la garantie de revenus aux personnes âgées, soit d'une allocation pour personnes avec un handicap;

2° par le SPF Sécurité Sociale Direction Générale Personnes Handicapées,

a) de l'allocation de remplacement de revenus prévue à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

b) de l'allocation d'intégration visée à l'article 2, § 2, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

c) d'une allocation telle que visée dans la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

d) d'une allocation complémentaire telle que visée dans la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

e) de l'allocation d'aide aux personnes âgées visée à l'article 2, § 3, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

f) au moins 4 points dans le pilier P1 visé à l'article 6, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 28 mars 2003 portant exécution des articles 47, 56septies et 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'article 88 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002;

3° par une institution d'une région ou d'une communauté, d'une allocation d'aide aux personnes âgées que le Roi assimile à une allocation visée à l'article 2°, e);

4° une décision prise sur base d'un décret ou une ordonnance octroyant un certain nombre de points ou un score à un enfant, assimilée par le Roi à une décision visée au 2°, f);

5° par le Service Fédéral des Pensions,

a) du revenu garanti aux personnes âgées, en vertu de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées;

b) de la garantie de revenus aux personnes âgées en vertu de la loi du 22 mars 2001, instituant la garantie de revenus aux personnes âgées;

c) d'une allocation pour l'aide d'une tierce personne, telle que visée dans la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

d) d'une allocation de complément du revenu garanti aux personnes âgées, telle que visée dans la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

6° pour lui-même, de l'intervention majorée de l'assurance au sens de l'article 37, § 19, des lois coordonnées du 14 juillet 1994 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités' » (Artikel 15/10 § 2/2 des Gasgesetzes; Artikel 20 § 2/1 des Elektrizitätsgesetzes).

B.4. Die « geschützten Haushaltskunden » haben Anspruch auf die Rechtsstellung des « geschützten Kunden » im Sinne des Elektrizitätsdekrets (Artikel 33).

Artikel 33bis Absatz 2 des Elektrizitätsdekrets sieht vor, dass der Verteilernetzbetreiber befugt ist, den geschützten Haushaltskunden Elektrizität zum Sozialtarif zu liefern, wenn diese es beantragen.

Ähnliche Regeln sind in den Artikeln 31bis und 31ter des Gasdekrets vorgesehen.

B.5.1. Die Wallonische Regierung kann die Liste der geschützten Kunden auf andere Endkunden als diejenigen, die in den zwei vorerwähnten Dekreten erwähnt sind, ausdehnen (Artikel 33 § 2 des Elektrizitätsdekrets und Artikel 31bis § 2 des Gasdekrets).

B.5.2. Auf der Grundlage dieser Ermächtigung hat die Wallonische Regierung mehrere Erlasse ergehen lassen, um eine neue Kategorie von geschützten Kunden zu schaffen, nämlich die « konjunkturbedingt geschützten Kunden » (Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2020 « zur Einführung einer Kategorie konjunkturbedingt geschützter Strom- und Gaskunden im Rahmen der COVID-19-Krise »; Erlass der Wallonischen Regierung

vom 1. April 2021 « zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. September 2020 zur Einführung einer Kategorie konjunkturbedingt geschützter Strom- und Gaskunden im Rahmen der COVID-19-Krise »; Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2022 « zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. September 2020 zur Einführung einer Kategorie konjunkturbedingt geschützter Strom- und Gaskunden im Rahmen der COVID-19-Krise »).

Diese Kunden haben Anspruch auf Elektrizitätslieferungen und Gaslieferungen zu den Höchstpreisen, die von der Förderalbehörde festgelegt werden. Es ist ebenfalls vorgesehen, dass die Energielieferungen vom Verteilernetzbetreiber übernommen werden.

B.5.3. Gegen diese Erlasse sind Klagen vor dem Staatsrat anhängig.

B.6. Die angefochtenen Bestimmungen haben insbesondere das Ziel, eine gesetzgeberische Bestätigung der durch diese Erlasse eingeführten Regelung vorzunehmen (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2022-2023, Nr. 1029/1, S. 3).

B.7.1. Artikel 66/1 §§ 1 und 2 des Elektrizitätsdekrets, eingefügt durch Artikel 2 des Dekrets vom 22. September 2022, übernimmt die Kategorie der « konjunkturbedingt geschützten Kunden » in die wallonische Gesetzgebung.

Er bestimmt:

« § 1. Es wird eine Kategorie geschützter Kunden unter der Bezeichnung « konjunkturbedingt geschützte Kunden » eingeführt, in die folgende Kunden aufgenommen werden:

1° vom 20. September 2020 bis zum 31. August 2023: Haushaltskunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, die über eine Bescheinigung des ÖSHZ oder eines Sozialdienstes gemäß Anhang 1 verfügen, in der ihre Schwierigkeiten, die Energierechnung zu begleichen, anerkannt werden;

2° Haushaltskunden, mit Ausnahme der in Artikel 33 § 1 genannten Kunden, die sich in Zahlungsverzug befinden, falls es sich um folgende Personen handelt:

a) vom 20. September 2020 bis zum 31. August 2023: einen Kunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, auf dessen Berufseinkommen die COVID-19-Krise Auswirkungen im Sinne von Paragraph 2 Ziffer 1 hat;

b) vom 20. September 2020 bis zum 31. August 2023: einen Kunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, der über eine Zulage als entschädigter Vollarbeitsloser verfügt;

c) vom 20. September 2020 bis zum 31. August 2023: einen Kunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, der aufgrund von Artikel 37 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung Anspruch auf eine von seiner Krankenkasse überwiesene erhöhte Beteiligung hat;

d) vom 1. Januar 2022 bis zum 31. August 2023: einen Kunden, der über einen Schadensnachweis seiner Versicherung infolge der Überschwemmungen im Juli 2001 oder eine Bestätigung des Empfangs eines Antrags auf Beihilfe aus dem Katastrophenfonds infolge der Überschwemmungen im Juli 2001 verfügt;

e) vom 1. September 2022 bis zum 31. August 2023: einen Kunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, auf dessen Berufseinkommen die Energiepreiskrise erhebliche Auswirkungen hat.

§ 2. 1° der Kunde, auf dessen Berufseinkommen die COVID-19-Krise Auswirkungen im Sinne von Paragraph 2 Ziffer 2 Buchstabe a) hat, ist:

a) eine Person, die aus Gründen höherer Gewalt wegen des COVID-19 oder aus wirtschaftlichen Gründen eine Zulage für vorübergehende Arbeitslosigkeit gemäß dem Königlichen Erlass vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit und dem Königlichen Erlass vom 30. März 2020 zur Anpassung der Verfahren im Rahmen der vorübergehenden Arbeitslosigkeit infolge des COVID-19-Virus und zur Abänderung des Artikels 10 des Königlichen Erlasses vom 6. Mai 2019 zur Abänderung der Artikel 27, 51, 52*bis*, 58, 58/3 und 63 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit und zur Einfügung der Artikel 36*sexies*, 63*bis* und 124*bis* in denselben Erlass erhalten hat, wenn sich diese Zulage auf einen Zeitraum von mindestens vierzehn Tagen vorübergehender Arbeitslosigkeit bezieht;

b) [...] ein Selbständiger, ein Helfer oder ein mithelfender Ehepartner im Sinne der Artikel 3, 5*quater*, 6 [und] 7*bis* des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen, der 2020, 2021 und 2022 nach einer infolge des COVID-19 stattgefundenen vollständigen oder teilweisen Zwangsunterbrechung seiner selbständigen Tätigkeit eine finanzielle Leistung aufgrund des Gesetzes vom 23. März 2020 zur Abänderung des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 zur Einführung eines Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige und zur Einführung von zeitweiligen Maßnahmen zugunsten der Selbständigen im Rahmen von COVID-19 erhalten hat;

2° der Kunde, auf dessen Berufseinkommen die Energiepreiskrise erhebliche Auswirkungen im Sinne von Paragraph 1 Ziffer 2 Buchstabe e) hat, ist:

a) eine Person, die aus Gründen höherer Gewalt wegen der Energiepreiskrise eine Zulage für vorübergehende Arbeitslosigkeit gemäß der föderalen Gesetzgebung erhalten hat;

b) eine Person, die wegen der Energiepreiskrise in den Genuss eines Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen gemäß der föderalen Gesetzgebung gekommen ist ».

B.7.2. Artikel 66/1 §§ 3 bis 8 des Elektrizitätsdekrets und die durch Artikel 3 des Dekrets vom 22. September 2022 eingefügte Anlage 1 desselben Dekrets regeln die Verfahrensaspekte der Lieferung von Elektrizität an die geschützten Kunden. Aus ihnen geht insbesondere hervor, dass die Elektrizität vom Verteilernetzbetreiber geliefert wird und dass der Vertrag zwischen dem Versorger und dem Kunden ausgesetzt wird.

Wie in B.2.2 erwähnt, ist der geschützte Kunde im Sinne des Gasdekrets für den Zeitraum vom 20. September 2020 bis zum 1. September 2024 insbesondere unter Bezugnahme auf Artikel 66/1 des Elektrizitätsdekrets definiert (Artikel 4 des Dekrets vom 22. September 2022), sodass dasselbe Verfahren im Rahmen der zwei Gesetzgebungen Anwendung findet.

B.8. Artikel 66/1 des Elektrizitätsdekrets und Artikel 2*bis* des Gasdekrets treten am 1. September 2024 außer Kraft (Artikel 5 des Dekrets vom 22. September 2022).

Zur Hauptsache

B.9. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 143 der Verfassung und gegen Artikel 6 § 1 VI Absatz 3, Absatz 4 Nr. 2 und Absatz 5 Nrn. 3 bis 5 und VII Absatz 2 Buchstabe d) § 3 Nr. 2, Artikel 10 und Artikel 92*bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen (nachstehend: Sondergesetz vom 8. August 1980).

In einem ersten Teil führt die klagende Partei an, dass die angefochtenen Bestimmungen den Preis für die Lieferung von Energie, der für geschützte Kunden gelte, abänderten und von der in der föderalen Gesetzgebung vorgesehenen Regelung der Höchstpreise für die Lieferung von Elektrizität und Gas an geschützte Haushaltskunden abwichen. Daraus folge, dass die Bestimmungen in die Zuständigkeiten der Förderalbehörde in Angelegenheiten der Energiepreise, der Energietarife – einschließlich der Sozialpolitik in Bezug auf Energiepreise –, des Verbraucherschutzes, des Wettbewerbsrechts und der Handelspraktiken und des Handelsrechts eingreifen würden.

Überdies verstießen die angefochtenen Bestimmungen gegen Artikel 6 § 1 römisch VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, da sie weder mit dem freien Dienstleistungsverkehr noch mit dem allgemeinen Rechtsrahmen der Wirtschafts- und Währungsunion im Einklang stünden.

In einem zweiten Teil führt die klagende Partei an, dass sich die Wallonische Region nicht auf die impliziten Zuständigkeiten berufen könne.

B.10.1. Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt:

« [Allein] die Föderalbehörde [ist] zuständig für:

3. die Preis- und Einkommenspolitik, mit Ausnahme der Preisregelung in den Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit der Regionen und der Gemeinschaften fallen, unter Vorbehalt von Artikel 6 § 1 römisch VII Absatz 2 Buchstabe *d*) ».

B.10.2. Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 Buchstabe *d*) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sieht vor, dass die Föderalbehörde zuständig ist für die Tarife, einschließlich der Preispolitik, unbeschadet der Zuständigkeit der Regionen in Sachen Tarife für die Energieverteilung.

B.10.3. Die aktuelle Formulierung dieser Bestimmung stammt aus Artikel 18 des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform. In den Vorarbeiten heißt es:

« En vertu du nouvel article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la politique des prix en matière de fourniture d'électricité et de gaz, en ce compris la politique sociale des prix, continuera à relever de la compétence exclusive de l'autorité fédérale. Ceci ne porte préjudice ni aux compétences des régions d'imposer des obligations de service public liées à leurs compétences, ni à leur compétence en matière de tarifs de distribution » (*Parl. Dok.*, Senat, 2012-2013, Nr. 5-2232, S. 103).

B.11. Die Zuständigkeit der Föderalbehörde für die Sozialpolitik in Bezug auf die Preise bezieht sich nicht nur auf die Höhe der Preise. Sie schließt die Zuständigkeit ein, die Anspruchsberechtigten der betreffenden Preise zu bestimmen. Ohne eine Bestimmung der Anspruchsberechtigten ist es nämlich unmöglich, eine Sozialpolitik in Bezug auf Preise zu verfolgen.

Diese Zuständigkeit liegt ausschließlich bei der Föderalbehörde. Im Gegensatz zu dem, was die Wallonische Regierung behauptet, erlaubt es das Sondergesetz vom 8. August 1980 den Regionen nicht, eine an die regionalen Umstände angepasste Sozialpolitik in Bezug auf Preise anzunehmen, indem sie sich den Rückgriff auf implizite Zuständigkeiten vorbehält.

B.12. Obgleich in den angefochtenen Bestimmungen selbst nicht die Höchstpreise für die Energie für die geschützten Kunden festgelegt sind, erweitern sie die Kategorien der Anspruchsberechtigten dieser Preise erheblich. Sie bezwecken also, den von ihren Adressaten bezahlten Preis abzuändern. Dadurch greift die Wallonische Region in die Sozialpolitik in Bezug auf die Energiepreise, die zu den Zuständigkeiten der Föderalbehörde gehört, ein.

B.13.1. Der Gerichtshof hat jedoch noch zu prüfen, ob sich die Wallonische Region auf die impliziten Zuständigkeiten berufen kann.

Gemäß Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 können Dekrete Rechtsbestimmungen enthalten, die sich auf Angelegenheiten beziehen, die nicht in die Zuständigkeit der Dekretgeber fallen, sofern diese Bestimmungen für die Ausübung ihrer Befugnisse erforderlich sind. Dies setzt voraus, dass die angenommene Regelung als notwendig für die Ausübung der Befugnisse des Dekretgebers erachtet werden kann, dass diese Angelegenheit sich für eine differenzierte Regelung eignet und dass die Auswirkungen der fraglichen Bestimmungen auf die im vorliegenden Fall föderale Angelegenheit nur marginal sind.

B.13.2. Artikel 6 § 1 VII Absatz 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 behält der Föderalbehörde die Angelegenheiten bezüglich der Energiepolitik vor, « die aufgrund der technischen und wirtschaftlichen Unteilbarkeit eine homogene Anwendung auf nationaler Ebene erforderlich machen », insbesondere « die Tarife, einschließlich der Preispolitik ». Diese Bestimmung trägt dazu bei, die Wirtschafts- und Währungsunion zu gewährleisten.

B.14. Artikel 66/1 § 1 Nr. 2 des Elektrizitätsdekrets dehnt den Anwendungsbereich *ratione personae* der Regelung der Höchstpreise für die Lieferung von Energie stark aus, wenn auch nur für eine begrenzte Dauer.

Diese Bestimmung bezieht sich nämlich auf die Kunden, auf deren Berufseinkommen die COVID-19-Pandemie oder die Energiepreiskrise Auswirkungen hat, die Kunden, die die Rechtsstellung eines entschädigten Vollarbeitslosen haben, die Kunden, die Anspruch auf eine von ihrer Krankenkasse überwiesene erhöhte Beteiligung haben und die nicht die Rechtsstellung eines geschützten Haushaltskunden haben, die Opfer der Überschwemmungen im Juli 2021 und die Personen, die unter demselben Dach wohnen wie diese Kategorien von Kunden.

B.15. Folglich stellen die angefochtenen Bestimmungen die von der Föderalbehörde angestellten wirtschaftlichen Abwägungen und insbesondere das Gleichgewicht zwischen dem Interesse der Energieversorger und dem Interesse der Kunden grundlegend in Frage.

B.16. Daraus folgt, dass sich die betreffende Angelegenheit nicht für eine differenzierte Regelung eignet.

Der erste Klagegrund ist begründet.

B.17. Da die übrigen Klagegründe nicht zu einer weiterreichenden Nichtigerklärung führen könnten, brauchen sie nicht geprüft zu werden.

Zu der Aufrechterhaltung der Folgen

B.18. Indem sie anführt, dass die Nichtigerklärung katastrophale Folgen für die konjunkturbedingt geschützten Kunden hätte, die verpflichtet wären, der Wallonischen Region die Differenz zwischen dem Sozialtarif und dem Handelstarif zu erstatten, weist die Wallonische Regierung nicht die Notwendigkeit nach, die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen aufrechtzuerhalten, denn das verfassungswidrige Vorgehen der Region ist die Ursache für die Nichtigerklärung und die Region hat somit deren Folgen, insbesondere gegenüber geschützten Kunden, denen diese Bestimmungen zugutegekommen sind, zu tragen.

Im Übrigen weist die Wallonische Regierung nicht nach, inwiefern die Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen zu unüberwindlichen administrativen Schwierigkeiten zulasten der Versorger führen würde.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt die Artikel 2 bis 5 des Dekrets der Wallonischen Region vom 22. September 2022 « zur Aussetzung von Unterbrechungen und zur Einfügung eines Artikels 66/1 in das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und [eines Artikels 2bis in das Dekret] vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts » für nichtig.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgewichtshof, am 25. Januar 2024.

Der Kanzler,

N. Dupont

Der Präsident,

P. Nihoul